



Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, William ARS, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Véronique NEGRET, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Solidarités - Convention de Partenariat entre Pôle Emploi Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la Plateforme collaborative métropolitaine clause sociale - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de leurs missions respectives, Montpellier Méditerranée et Pôle emploi poursuivent des objectifs partagés (stratégiques et opérationnels) qui ont déjà fait l'objet d'une convention cadre validée. Mais souhaitant affirmer leur volonté commune d'agir en faveur de l'insertion et de l'emploi de manière partenariale via la clause sociale, les deux parties précisent leurs engagements dans le cadre de la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale.

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé, en 2016, une « *Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale* », issue du Contrat de Ville co-animée avec l'Etat, qui constitue une des actions phare du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem) 2015-2022, dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

Cette plateforme est née d'un constat : la nécessité d'avoir sur le territoire de la Métropole un guichet partenarial de la gestion de la clause sociale à disposition des donneurs d'ordres et des entreprises intervenant sur le territoire. Elle confirme la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole à engager son territoire dans une dynamique d'achat socialement responsable.

Il s'agit bien de favoriser l'accès à l'emploi pour un public qui n'aurait pu sans la clause accéder aux emplois générés par ces marchés et de renforcer leurs chances d'insertion via une organisation collaborative.

Cette plateforme ambitionne de poser les bases d'un partenariat étroit avec l'ensemble des parties prenantes de la mise en œuvre de clauses sociales. Parmi les premiers partenaires incontournables de cette Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale, figurent les acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE) : Pôle emploi, la Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole et Cap Emploi avec lesquels de premières conventions de partenariat sont en cours de renouvellement. Ces conventions fixent les modalités de collaboration de l'ensemble des partenaires au sein de la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale.

D'une part, dans le cadre de la convention de partenariat :

La Métropole s'engage auprès de Pôle emploi à :

- Mettre en place et animer un comité technique de coordination au moins une fois par an, au cours duquel l'ensemble des partenaires institutionnels, stratégiques de la clause sociale, partageront les éléments de bilan de l'année précédente et les objectifs à venir ;
- Mettre en place et animer une commission de suivi opérationnel mensuelle où l'ensemble des acteurs de la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale sera convié ;
- Transmettre les comptes rendus des commissions de suivi opérationnel chaque mois, et si possible avant la prochaine rencontre ;
- Proposer aux entreprises la solution de mise à disposition la plus adaptée au volume d'heures d'insertion généré par le marché et de présenter l'ensemble de l'offre de service disponible sur le territoire de la Métropole ;
- De réfléchir favorablement à la mutualisation des heures d'insertion quand cela est possible ;
- Mettre en relation les entreprises titulaires de marchés clausés auprès des équipes « entreprise » de Pôle emploi pour favoriser le rapprochement entre candidat et recruteur ;
- Transmettre *a minima* un bilan annuel des clauses avec la ventilation par partenaire des heures effectuées sur le territoire de la Métropole ;
- Réaliser *a minima* deux points bilatéraux par an.

Pôle emploi s'engage, auprès de la Métropole, à :

- Participer au comité technique de coordination (1 à 2 par an) : Le(a) Directeur (trice) d'agence Pôle emploi Montpellier Mas de grille et/ou un Chargé de mission de la Direction territoriale de Pôle emploi représenteront Pôle emploi ;
- Dédier un interlocuteur titulaire et un interlocuteur suppléant afin d'identifier et ou d'orienter les demandeurs d'emploi vers la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale. Et à remplacer

ces interlocuteurs en cas de carence de la fonction ou à se faire représenter, le cas échéant, et qui participera aux commissions de suivi opérationnel mensuelles ;

- Proposer son offre de service recrutement aux entreprises titulaires de marchés clausés, dès lors qu'elles auront été identifiées comme telles par la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale ;
- Indiquer la présence de critères d'accès au dispositif clause sociale, à la demande de la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale, selon un circuit qui sera décrit dans une convention d'échange de données distincte que les deux partenaires s'engagent à signer en parallèle de la présente convention.

D'autre part, dans la cadre de la convention d'échanges de données, les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « *Règlement Général sur la Protection des Données* » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'échange de données a pour finalité de permettre :

- Pour Pôle emploi, la prescription des publics vers le dispositif clauses sociales, s'ils sont dans une des situations éligibles au dispositif ;
- Pour Montpellier Méditerranée Métropole, de contribuer via la mise en œuvre de sa Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale au développement et la mise en œuvre, sur son territoire, des clauses sociales et de fournir un appui aux structures « *partenaires emploi* » et à l'ensemble des maîtres d'ouvrage volontaires des territoires. Ses missions consistent à identifier les personnes et/ou structures qui peuvent être mises en relation, directement ou indirectement, avec l'entreprise. Pour cela, la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale mobilise les partenaires du dispositif d'accompagnement des clauses sociales de son territoire dont font parties les organismes prescripteurs et les partenaires emploi/insertion.

La transmission des éléments doit obligatoirement être sécurisée :

- Ils peuvent être remis en main propre lors des échanges partagés entre Pôle emploi et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- S'ils sont envoyés par mail, ils seront obligatoirement chiffrés avant envoi par mail avec AxCrypt ou 7zip ou autre logiciel de chiffrement ;
- La clé de déchiffrement sera adressée à Pôle emploi ou à Montpellier Méditerranée Métropole par un autre canal ;
- Pôle emploi peut également adresser à Montpellier Méditerranée Métropole la fiche de critères via FilR (serveur sécurisé Pôle emploi) ;
- Les échanges de données à caractère personnel prévus à la convention pourront également être effectués par les agents habilités des deux parties via leur messagerie personnelle ou la messagerie générique de Pôle emploi, à conditions de les chiffrées avec clé de cryptage avec AxCrypt ou 7zip ou autre logiciel de chiffrement avant tout envoi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, Mme Hind EMAD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO.

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-165700-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION POLE EMPLOI PCMCS
- CONVENTION ECHANGE DE DONNEES RGPD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.